

Entretien avec Laurent Lafforgue

par François LO JACOMO
le 23 décembre 2005 à l'IHÉS
au sujet de sa démission du HCE

pour la revue *Tangente*

FLJ : *Laurent Lafforgue, en novembre 2005 vous en avez été nommé par le Président de la République membre du Haut Conseil de l'Éducation, dès sa création, et quelques jours après, vous avez dû démissionner. Que s'est-il passé ?*

LL : Il s'est passé beaucoup de choses au cours des dix-huit derniers mois. A la suite d'un débat à l'Académie des Sciences où je venais d'être élu, j'ai commencé à étudier la situation de l'éducation en France et à intervenir publiquement sur le sujet, par exemple en rédigeant avec six autres académiciens un texte sur « les savoirs fondamentaux »¹. Quand, en septembre 2005, le conseiller du Président de la République pour l'éducation et la culture m'a proposé que je sois nommé membre du Haut Conseil de l'Éducation, j'ai accepté. Mais dès l'ordre du jour de notre première réunion du 17 novembre, j'ai été indigné que le président Bruno Racine envisage d'une manière si routinière de « faire appel aux experts de l'Éducation nationale », après avoir déclaré, lors de la cérémonie d'installation du HCE : « ... en dépit des progrès remarquables accomplis au cours des dernières décennies par notre système éducatif, celui-ci ne parvient pas à résorber des poches d'échec importantes ... ». Car plus je me documentais, plus je découvrais avec douleur qu'en quelques années, l'école que j'ai connue et qui m'a presque tout donné avait complètement disparu : les responsables d'un tel désastre, ce sont précisément les experts de l'Éducation nationale. Je ne mets pas en cause les

¹ Roger Balian [physicien], Jean-Michel Bismut, Alain Connes, Jean-Pierre Demailly, Laurent Lafforgue, Pierre Lelong, Jean-Pierre Serre [mathématiciens], « Les savoirs fondamentaux au service de l'avenir scientifique et technique, comment les réenseigner », in *Les Cahiers du débat*, Fondation pour l'innovation politique, novembre 2004

enseignants de terrain : c'est eux qu'il convient d'écouter, et j'avais cru que le HCE, en toute indépendance, ferait appel à eux plutôt qu'à ces fameux experts. J'ai réagi par un courriel violent qui n'était pas censé être diffusé à l'extérieur. On m'a demandé de démissionner « pour la sérénité du débat au sein du HCE », mais je reçois depuis des centaines de messages de soutien : professeurs, instituteurs, parents d'élèves... dont le point de vue n'a jamais été pris en compte, par exemple par la commission Thélot. D'ailleurs, plusieurs personnes, comme Monique Canto-Sperber, la nouvelle directrice de l'École Normale Supérieure, avaient démissionné de cette commission, estimant qu'on y parlait de tout sauf de la transmission des connaissances. Une folie collective s'est emparée de l'Éducation nationale : on a perdu le sens des priorités. Un inspecteur me confirme que les instituteurs sont notés suivant la conformité de leur enseignement aux méthodes prônées par la doctrine des IUFM², et non plus en fonction de la progression de leurs élèves.

FLJ : *Dans votre fameux courriel, vous mentionnez que « dans tout le monde occidental, la dégradation de l'instruction est générale ». Est-ce la faute de tous les dirigeants ou est-ce dû à l'évolution de notre société ?*

LL : Il y a crise de civilisation : nos sociétés occidentales doutent d'elles-mêmes, et doutent de la transmission. Mais, particulièrement en France où l'école est la plus grande réalisation de la République, on aurait pu s'attendre à ce que l'Éducation nationale soit un lieu de résistance. Or ses dirigeants ne se sont pas battus : ils ont participé au mouvement général de remise en cause de la valeur du savoir. Peu à peu, l'Éducation nationale a demandé aux enseignants autre chose que de transmettre des connaissances, et je suis ébahi que les professeurs aient accepté tant de changements en quelques décennies ; je suis très tenté de penser qu'ils ont été manipulés. Les IUFM, qui ont beaucoup de moyens, sont entre les mains de psychopédagogues sans connaissances disciplinaires, enseignant une doctrine délirante et ne tolérant pas la critique.

² Instituts Universitaires de Formation des Maîtres

FLJ : *L'opposition entre pédagogie et connaissances n'a rien de nouveau. On entendait le même débat, il y a trente ans, à propos des PEGC³.*

LL : Je vous recommande d'ailleurs un texte de Laurent Schwartz⁴ critiquant cette réforme, et critiquant également celle des « maths modernes » : c'était une première erreur, et les erreurs se sont accumulées depuis. Je suis très méfiant vis-à-vis des prétendues « sciences sociales » qui ignorent la liberté de l'homme et je ne crois guère que les relations humaines puissent être objet de science au point de jouer un rôle central dans la formation des maîtres : un bon professeur est avant tout quelqu'un qui connaît bien sa discipline. D'ailleurs, les méthodes traditionnelles avec des dictées, des leçons à apprendre – aujourd'hui proscrites – ne favorisaient pas une élite sociale, bien au contraire : plus encore que les autres, les enfants défavorisés ont besoin de tels repères.

FLJ : *L'école ne doit-elle pas suivre l'évolution de notre société ? Peut-elle faire abstraction des calculettes ou d'Internet ?*

LL : Je suis très réservé devant les plans d'informatisation des établissements : point n'est besoin d'apprendre aux enfants à aller vers l'informatique, ils iront tout seuls. Le but de l'école n'est pas de transformer les élèves en clients de Microsoft. Enseigner la programmation serait une bonne chose, mais à l'école primaire, il faut d'abord apprendre à lire et bien écrire à la main, se familiariser avec la langue des livres, avec un monde de réflexion, lenteur et subtilité différent de la vie quotidienne. Avant d'utiliser des calculettes, il faut savoir faire les quatre opérations à la main. C'est à ce prix qu'on devient libre. La consommation d'informatique nous noie et tend à appauvrir notre langue : l'École ne doit pas aller dans le même sens.

³ Professeurs d'Enseignement Général des Collèges, le plus souvent d'anciens instituteurs

⁴ Extrait du rapport de la « Commission du bilan » sur « La France en mai 1981 (volume 4) : l'enseignement et le développement scientifique », pages 177 à 194

FLJ : *Par deux fois vous avez été candidat aux Olympiades Internationales de Mathématiques⁵. Les compétitions mathématiques peuvent-elles jouer un rôle dans notre enseignement actuel ?*

LL : Ces compétitions sont une bonne chose, et permettent de situer notre système éducatif relativement aux autres de manière plus juste que, par exemple, l'enquête PISA⁶. Car les questions posées dans celle-ci n'avaient pas une grande consistance mathématique. Par contre, le rapport de Claude Deschamps sur la dernière Olympiade Internationale de Mathématiques révèle que les Français sont « extrêmement faibles en géométrie ». C'est regrettable : mieux enseigner la géométrie dans les établissements secondaires serait très formateur.

⁵ compétition à laquelle plus de 80 pays présentent chacun leurs 6 meilleurs lycéens.

⁶ Le PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves) est une évaluation internationale mise sur pied par l'OCDE, qui vise à tester les compétences des élèves de 15 ans.